

23 déc 2005 -16:00

Appartient à [Conseil des Ministres du 23 décembre 2005](#)

## GSM-R

### Statut juridique pour le GSM-R

### Statut juridique pour le GSM-R

Sur proposition de M. Bruno Tuybens, Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques, le Conseil des Ministres a approuvé en deuxième lecture un avant-projet de loi relatif au GSM-R (\*). L'avant-projet tient compte des remarques du Conseil d'Etat. Il vise à établir un statut juridique pour le GSM-R. Il a été choisi par la Commission européenne comme la norme de radiotélécommunication en matière de support du système contrôle-commande et signalisation, dans le cadre de l'interopérabilité et de l'interconnexion des systèmes ferroviaires transeuropéens. Le GSM-R répond aux besoins de l'exploitation ferroviaire en améliorant l'efficacité de la régulation du trafic, la sécurité et l'interopérabilité entre les différents réseaux ferroviaires. L'opérateur GSM-R n'offrira ses services qu'à la communauté ferroviaire. Les Ministres de l'Intérieur, de l'Economie et de l'Emploi ainsi que le Secrétaire d'Etat aux Entreprises publiques ont pour mission de charger ASTRID (\*\*), l'IBPT, Infrabel (\*\*\*) et la SNCB-holding de vérifier la disponibilité des services d'urgence sur l'ensemble du réseau ferroviaire. L'avant-projet sera inscrit à l'ordre du jour du prochain comité de concertation. (\*) GSM-R = réseau public de communications électroniques pour le réseau ferroviaire. (\*\*) ASTRID est un opérateur-télécom pour tous les services de secours et de sécurité belges. (\*\*\*) Infrabel est le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire belge.

Publié par SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale Communication externe